

# LA CONFÉRENCE NORD-AFRICAINE DE TANGER

## Un succès de la Révolution Algérienne

La conférence qui a réuni, dans les derniers jours d'avril, à Tanger les représentants des trois grands partis du Maghreb — F.L.N. algérien, Néo-Destour tunisien et Istiqlal marocain — a constitué un réel succès de la Révolution algérienne. Cette conclusion peut être tirée de l'examen de ce qui est connu des travaux de la conférence, tant en ce qui concerne l'ordre du jour de ses travaux que les résolutions sur lesquelles ils se sont achevés.

### Lutter jusqu'à l'indépendance totale

Jusqu'ici, les divers entretiens qui s'étaient déroulés entre négociateurs marocains et tunisiens d'une part, représentants de la Révolution algérienne d'autre part, avaient comme objet principal la recherche d'un accord acceptable par la France. Avec la bénédiction officielle ou tacite de l'impérialisme américain, s'effectuèrent ces tentatives parmi lesquelles on peut rappeler la fameuse conférence de novembre 1956 qui avorta par suite de l'enlèvement par l'impérialisme français, des délégués algériens (Ben Bella et ses compagnons); du même genre étaient les offres des bons offices de Bourguiba et de Mohammed V pour mettre fin au conflit, l'année dernière, et les effectifs bons offices de Murphy et de Beeley en mars et avril de cette année. Sous le couvert de la recherche de la paix et de l'établissement de la liberté politique en Algérie, l'objectif était essentiellement de permettre la survie et le développement des quelques noyaux bourgeois ou pro-bourgeois algériens, de telle manière que l'état de choses actuel en matière économique et social soit sauvegardé au maximum malgré le puissant courant révolutionnaire qui anime le peuple algérien.

Ce projet continue à être caressé par les classes possédantes de Tunisie et du Maroc, par l'impérialisme yankee et par quelques fractions de la bourgeoisie française. Mais, présentement, le rapport de forces à l'échelle de toute l'Afrique du Nord, évolue dans la direction opposée. Alors que Bourguiba et Mohammed V ont longtemps rêvé de la contenir dans les limites de l'Algérie avec l'espoir de le réduire et de l'étouffer ultérieurement, la montée révolutionnaire née en Algérie déborde les frontières de Tunisie et du Maroc avec une puissance croissante.

C'est pourquoi le principal point de l'ordre du jour n'était plus exactement, à Tanger, la recherche d'un compromis acceptable par les impérialismes français et américains, mais l'étude des moyens propres à en assurer son éviction du Maghreb.

Sous la pression de la Révolution algérienne et du mouvement des masses tunisiennes et marocaines, la conférence a résolu de réaliser concrètement « le soutien total des peuples tunisien et marocain et l'appui de leurs gouvernements » au combat populaire algérien.

C'est à juste titre que tous les observateurs ont parlé à ce sujet de succès du F.L.N. à Tanger.

### Les décisions de Tanger

On connaît les résolutions qui sont sorties de la conférence.

— Au point de vue des objectifs politiques, les formules équivoques avancées jadis par Rabat et Tunis (« autonomie », « souveraineté »...) ont fait place à la reconnaissance du « droit imprescriptible du peuple algérien à l'indépendance ».

— L'équivoque a été également levée en ce qui concerne la définition de « l'interlocuteur valable » en Algérie. Le F.L.N. est reconnu comme seul représentant authentique du peuple, ce qui contre-carre les projets tendant à faire intervenir par diversion dans les futures négociations des organisations du type M.N.A., projets partagés par la diplomatie yankee, certains cercles marocains — spécialement Mohammed V et son entourage — et diverses fractions bourgeoises et petites bourgeoises en France.

Il en résulte que le futur « gouvernement algérien » dont la formation est recommandée

par la conférence sera la reconnaissance d'un état de fait.

Des innombrables comités et organismes populaires qui couvrent l'Algérie depuis deux à trois ans, ont été délégués les représentants réels du peuple au Conseil National de la Révolution algérienne, lequel a élu un Comité de Coordination et d'Exécution (C.C.E.) qui assume pratiquement les tâches gouvernementales. Comme l'a indiqué ces jours-ci un porte-parole du Front, il ne s'agira là que d'un « changement de nom ».

L'importance de la recommandation de la conférence sur ce point réside plutôt dans ses conséquences internationales: l'éventuelle reconnaissance d'un gouvernement algérien causera des embarras diplomatiques à de nombreux pays et les placera devant des « choix douloureux » qui risquent de ne pas se faire au profit de la France.

— Les autres résolutions de Tanger doivent être examinées dans leur ensemble: Appel aux puissances occidentales pour que cesse leur aide à la France, demande de l'évacuation des forces « étrangères » dans les trois pays d'Afrique du Nord, proposition d'instituer une « Assemblée Consultative du Maghreb » comme première étape vers la réalisation de la Fédération Maghrébine, recommandation aux actuels gouvernements du Maghreb d'attendre la mise en place des institutions fédérales pour donner une orientation définitive à leur politique internationale.

Prises en bloc, ces dispositions constituent en effet un autre échec de la politique de Bourguiba et de Mohammed V. Dans leur esprit, la Fédé-

ration du Maghreb constituait le cadre qui permettrait aux diverses forces hostiles à la révolution d'exercer leur pression: couches possédantes tunisiennes, marocaines et algériennes s'épaulant entre elles et s'appuyant sur les restes de l'influence française et sur les nouvelles influences américaines, anglaises et allemandes appelées à s'y développer.

Or, même sous leurs formes adoucies, les résolutions de Tanger ne préfigurent pas une Fédération de cette sorte. Elles contribuent à démasquer l'impérialisme américain qui prodigue de belles paroles aux peuples colonisés mais fournit des armes ultra-modernes au colonialisme français. L'orientation de Bourguiba et de Mohammed V, qui préconisent le maintien des bases américaines au Maroc et le remplacement de la garnison française de Bizerte par les troupes de l'O.T.A.N., qui multiplient les déclarations d'amitié à l'impérialisme américain et anglais, est battue en brèche.

\*\*

Si la révolution algérienne et le mouvement des masses tunisiennes et marocaines continuent et amplifient l'évolution qui s'est manifestée à cette conférence, il est à prévoir que la Fédération du Maghreb ne sera pas un nouveau bastion du capitalisme dans cette région-clé du monde mais constituera la charnière entre la révolution arabe actuellement en cours et la révolution africaine qui va commencer.

Julien BERTRAND.

## NOUVEAUX COUPS CONTRE L'IMPÉRIALISME EN AFRIQUE NOIRE

*A maintes reprises nous avons attiré l'attention sur l'évolution de la situation en Afrique noire en nous basant sur des indices révélateurs qui se multiplient ces temps-ci.*

Significatif est le changement d'attitude du journal *Le Monde* dont les nombreux reportages des périodes passées se terminaient d'habitude sur des conclusions optimistes, essentiellement fondées sur la capacité des dirigeants des grands partis africains à contrôler le mouvement des masses. Après l'éditorial rageur publié au lendemain de la conférence d'Accra — qui porta devant l'opinion générale de l'Afrique certains problèmes concernant l'Afrique dite française — on ne peut manquer de remarquer l'article de G. Chaffard dans le n° du 6 mai et aussi le texte de présentation de cet article qui traite de « la rapide évolution des territoires d'outre-mer ».

Citons: « ... Le retard devant les options décisives risque de susciter outre-mer un étonnement qui pourrait prélude à une rapide détérioration de la situation. »

Des événements qui motivent l'inquiétude du *Monde*, nous n'évoquons que les principaux:

### Madagascar veut l'indépendance

Dans la grande île, le réveil du mouvement national, visible depuis de nombreux mois, s'est manifesté ces jours-ci par la tenue d'un Congrès réunissant tous les partis malgaches, à l'exception de la social-démocratie. Les délégués se sont prononcés unanimement pour la mise au centre de leur activité de la réalisation de l'indépendance. Au stade actuel, les partis nationalistes déclarent encore vouloir utiliser des moyens « pacifiques » pour faire aboutir cette revendication, mais il est à noter qu'aucune fraction de la bourgeoisie française, même parmi les plus libérales, n'accepte d'envisager une telle solution. La meilleure preuve en est le refus obstiné qu'elle oppose aux demandes d'amnistie pleine et entière des anciens députés malgaches, en dépit

des promesses formelles faites par Defferre, alors qu'il était ministre de la France d'Outre-Mer.

### Le Togo rejette les fantoches

La conférence d'Accra avait fait toutes réserves sur la valeur des élections togolaises du 27 avril.

Est-ce pour cette raison, est-ce du fait de la présence des observateurs de l'O.N.U., est-ce sous l'illusion que les candidats pro-français avaient de fortes chances d'être victorieux, en tout cas l'administration colonialiste n'a pas osé truquer les résultats électoraux.

La majorité du peuple s'est prononcée contre la politique de compromission pratiquée par le gouvernement Grunitsky.

Sans préjuger de la façon dont le nouveau gouvernement togolais, qui sera sans doute présidé par Sylvanus Olympio, appliquera ses promesses électorales, on ne saurait trop souligner l'importance du succès remporté par le peuple du Togo en chassant le gouvernement Grunitsky, agent déguisé de l'impérialisme.

Notons que ce Grunitsky, qui est aussi député à l'Assemblée Nationale française, fait partie du groupe parlementaire que Senghor et Dia s'efforcent d'y constituer. Il est évident que ces personnages, de même que les autres dirigeants opportunistes des grands partis africains, ne peuvent se réjouir de la défaite de leur allié.

Le recul des positions conciliatrices au Togo, au Kamerun, à Madagascar préfigurent, en effet, de nouvelles victoires populaires en A.O.F. et en A.E.F. qui sont les régions ou les partis favorables aux compromissions avec l'impérialisme sont le plus solidement implantés.

Cependant qu'à Bamako, les travailleurs rassemblés derrière l'U. G. T. A. N. défilaient le 1<sup>er</sup> mai au chant de l'Internationale — pour la première fois au Soudan — des troubles sérieux éclataient à Niamey (Niger) et à Conakry (Guinée).